

Informations de base	
<b>2020/2238(INS)</b> INS - Procédure institutionnelle	Procédure terminée
Décision proposant la nomination de Julia Laffranque au comité institué en vertu de l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne  <b>Subject</b> 8.40.01.02 Présidence, députés, mandats, groupes politiques 8.40.04 Cour de justice, Tribunal de première instance	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
24/11/2020	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0310/2020</a>	<a href="#">Résumé</a>
22/01/2021	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2020/2238(INS)
<b>Type de procédure</b>	INS - Procédure institutionnelle
<b>Sous-type de procédure</b>	Affaires institutionnelles
<b>Base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 132
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		<a href="#">B9-0368/2020</a>	23/11/2020	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T9-0310/2020</a>	24/11/2020	<a href="#">Résumé</a>

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

Acte final

## **Décision proposant la nomination de Julia Laffranque au comité institué en vertu de l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne**

2020/2238(INS) - 24/11/2020 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de proposer (par 586 voix pour, 47 contre et 59 abstentions) que Julia Laffranque soit nommée membre du comité institué en vertu de l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

L'article 255 du TFUE dispose qu'un comité est institué afin de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal avant que les gouvernements des États membres ne procèdent aux nominations.

Le comité est composé de sept personnalités choisies parmi d'anciens membres de la Cour de justice et du Tribunal, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires, dont l'un est proposé par le Parlement européen.